

CONCERTATION 4^{ème} PERIODE CEE

ATELIER N°7 : Précarité Energétique

Contribution EDF SA

EDF propose les contributions suivantes.

1/ Concernant le niveau d'obligation CEE Précarité 4^{ème} période

- Nécessité de faire un REX sur cette nouvelle obligation lancée en janvier 2016

Il est prématuré de déterminer dès novembre 2016 le niveau d'obligation CEE précarité pour la 4^{ème} période alors même qu'aucun retour d'expérience n'a été conduit, et que cette nouvelle obligation est en vigueur depuis moins d'une année.

EDF propose dès lors que soit réalisé un retour d'expérience mi 2017 afin de pouvoir définir, en concertation, un niveau d'obligation ambitieux et atteignable pour la période suivante.

Il faut rappeler ici que les actions structurées de maîtrise de l'énergie vers les populations modestes prennent du temps et montent en puissance progressivement. Cela a été le cas du programme Habiter Mieux de l'Anah lancé en 2011 et pour lequel le démarrage a été difficile malgré l'absence de problématique de financement des travaux du fait des subventions publiques : moins de 20 000 logements rénovés les deux premières années 2011 et 2012, un peu plus de 30 000 logements rénovés en 2013, le programme ayant atteint le rythme cible de 50 000 logements à partir de 2014, soit 4 ans après son lancement.

- Nécessité d'un accompagnement budgétaire complémentaire

Les collectivités territoriales sont en capacité de dynamiser la rénovation dans les logements occupés par les ménages aux revenus modestes. Or, le contexte de baisse des financements des collectivités impacte leurs politiques de rénovation.

Une augmentation du niveau de l'obligation Précarité devrait s'accompagner d'une augmentation des budgets alloués aux politiques rénovations vers les ménages modestes, que ce soit au niveau de l'Etat (exemple budget Anah), ou au niveau des dotations aux Collectivités territoriales, afin de diminuer le reste à charge.

- Comparaison entre le niveau d'obligation et le nombre de logements à rénover

On peut noter que l'obligation actuelle de 75 TWhc/an correspond déjà à :

- 250 000 logements rénovés avec plusieurs lots de travaux (sur la base du forfait moyen de l'opération spécifique du programme Habiter Mieux de 170 MWhc/logement, avec une hypothèse de 75% de ménages en grande précarité, et 25% de ménages en précarité) ;
- ou à 750 000 logements rénovés avec un seul lot de travaux (sur la base d'une hypothèse de 50 MWhc/logement rénové),

alors que la loi de transition énergétique pour la croissance verte affiche une ambition de 250 000 logements rénovés/an occupés par des ménages aux revenus modestes.

Un niveau d'obligation CEE Précarité de 400 TWhc pour 2018-2020, soit 133 TWhc/an, reviendrait à rénover près de 450 000 logements (rénovation avec plusieurs lots de travaux) ou 1,3 million de

logements (avec rénovation d'un seul lot de travaux), en forte hausse par rapport aux réalisations actuelles et à l'objectif de la loi TECV.

➤ Détection et accompagnement nécessaires

Les actions vers les ménages en précarité sont plus difficiles à mener car il faut au départ détecter les ménages concernés. Il faut ensuite les accompagner fortement dans leur projet de travaux jusqu'à déclencher la décision ; cela nécessite plus de pédagogie sur le retour sur investissement.

➤ Soutenabilité de la facture d'énergie couvrant les coûts liés aux CEE

Par ailleurs, augmenter le niveau de l'obligation accroît mécaniquement les coûts liés aux CEE qui sont répercutés dans les factures des consommateurs. Les ménages en situation de précarité énergétique verront donc leur facture d'énergie augmenter, ce qui pourra dans certains cas aggraver la situation de précarité au lieu de la réduire.

2/ Concernant les programmes CEE Précarité

➤ Des programmes adaptés à la cible précarité mais avec une bonification complémentaire

Le programme est un outil qu'EDF considère comme bien adapté à la cible des ménages en situation de précarité plus difficile à atteindre. En effet les acteurs intervenant sur la précarité énergétique déplorent un manque d'organisation adaptée, de moyens et de structuration. Le programme va permettre d'apporter cette structuration nécessaire autour des étapes de détection, de diagnostic, d'accompagnement dans le projet de travaux, et en particulier d'aide au montage financier.

Néanmoins, EDF considère que le prix actuel des programmes CEE précarité à 8€/MWhc est trop élevé par rapport au prix du marché et que ce prix fixé par la DGEC nuit à l'attractivité des programmes.

EDF propose que ce prix soit abaissé, ou que soit remis en place lorsque cela est pertinent, un système de bonification pour les programmes avec travaux comme cela existait avant 2016, à savoir

- un prix programme d'entrée avec une contrepartie en CEE disponible dès le financement, permettant aux porteurs de programme de disposer de financements (pour montage et ingénierie de l'opération, la communication vers les cibles...),
- et des CEE Travaux « gratuits » venant en complément, disponibles après la réalisation des travaux, et valorisés en sus au travers des fiches d'opérations standardisée,

ce qui permet un prix global diminué au final, et donc plus attractif.

3/ Concernant les modes de preuve

➤ Un mode de preuve simplifié pour les actions en partenariat avec des structures sociales

Certains organismes ont une vocation sociale incontestable. C'est le cas des associations caritatives (exemple la Fondation Abbé Pierre), des centres d'actions sociales des communes ou départements, de la CAF, mais aussi de certains habitats communautaires collectifs (exemples : résidences étudiantes, foyers travailleurs ...), etc. Pour les actions en partenariat avec ces organisations, il faudrait adopter un mode de preuve simplifié (c'est-à-dire qui ne requiert pas de fournir les avis d'imposition de chaque ménage) basé sur une attestation signée de l'organisation, certifiant avoir vérifié la situation de précarité du ménage bénéficiaire.